



# LE DÉBAT

## Quelle réforme pour les lycées professionnels?

Augmentation du temps passé en stage, baisse du nombre d'heures de cours, le projet de réforme est fortement contesté.

**Il faut permettre aux jeunes d'accéder à une formation de qualité afin de faire face aux défis environnementaux et sociaux.**

La nation doit se donner pour ambition d'avoir la jeunesse la mieux formée, car celle-ci regorge de force d'innovation, de créativité et d'ingéniosité. Nous devons permettre à l'ensemble de ces forces transformatrices d'être utiles pour la société et l'intérêt général. La formation professionnelle a un rôle essentiel pour répondre aux défis colossaux qui nous font face. La réforme portée par le gouvernement vise une seule chose : permettre aux entreprises d'embaucher des lycéens pour trois fois rien pour leur faire effectuer des tâches subalternes, ce qui ne s'inscrit en rien dans leur apprentissage d'un métier. En réduisant la part de la formation, la réforme va sacrifier l'avenir de ces jeunes et par là même celui de la nation tout entière.

Nous défendons un tout autre projet pour la voie professionnelle. Aujourd'hui, il est nécessaire de planifier les besoins de la société pour répondre aux défis environnementaux, sociaux, économiques et sani-

taires que nous avons devant nous. La filière professionnelle est au cœur de notre projet pour l'éducation. Prenons un exemple : depuis dix ans, les gouvernements successifs ont estimé qu'il n'y avait plus besoin de former autant de soudeurs en France. Partout sur le territoire, des filières ont fermé. Résultat : nous manquons cruellement de soudeurs formés pour relancer notre parc nucléaire. Le retard au lancement de la centrale de Flamanville en est l'illustration la plus parfaite. Il y a encore vingt ans, nous formions les meilleurs soudeurs au monde, cette ambition doit redevenir la nôtre. Je suis tout à fait favorable à une réforme du lycée professionnel, mais celle-ci doit mettre la formation et non les besoins du patronat au cœur des programmes. De plus, la voie professionnelle doit prendre en charge l'entièreté de l'éducation des jeunes. Si c'est à l'État de planifier les besoins, alors nous ne pouvons plus externaliser une partie de la formation des mineurs au patronat. La formation professionnelle doit,

certes, permettre aux jeunes de passer du temps en entreprise, mais elle doit aussi leur donner un socle commun de formations. Ainsi, le lycée – qu'il soit professionnel ou général – doit offrir aux jeunes un programme commun dans les matières générales comme l'histoire, le français, les mathématiques, la philosophie, mais aussi en EPS et en éducation artistique. Si le lycée doit former les travailleurs de demain, il doit surtout former les citoyens de demain. Confier l'éducation de mineurs aux patrons est une insulte faite à la promesse républicaine d'une éducation pour toutes et tous.

Donnons-nous pour objectif de ramener l'ensemble des jeunes dans le sillon de l'éducation nationale. Fixons-nous comme objectif d'amener 100 % d'une génération au baccalauréat, qu'il soit professionnel, technologique ou général. Le bac professionnel ne doit plus être une voie de garage, mais bien un réel levier émancipateur pour les jeunes, et permettre ainsi à la société tout entière de répondre aux enjeux de notre temps.





## La réforme des lycées professionnels menace la réussite des élèves. La place de la jeunesse n'est pas au travail mais à l'école.

**C**ette réforme est dangereuse pour l'avenir des élèves, des personnels et pourrait signer le transfert des lycées professionnels vers le ministère du Travail. Son objectif peut se résumer très simplement : catapulter 650 000 jeunes dès 16 ans au travail au détriment de leur formation et de leur certification. Le gouvernement organise le séparatisme entre les jeunes lycéennes. À terme, c'est un tiers de lycéennes et de lycéens qui risquent d'être exclus du ministère de l'Éducation nationale. Celles et ceux des classes populaires pour qui, justement, le lycée professionnel joue un rôle majeur dans la sécurisation de leurs parcours scolaire et professionnel à venir.

Un des socles de ce projet est d'augmenter de 50 % les périodes de stage en entreprise. Mathématiquement, nos élèves perdraient des centaines d'heures de cours, ce qui compromettrait inéluctablement leur réussite. Le risque de disparition de certaines disciplines est bien réel, notamment l'écodroit, la prévention-santé-environnement et les arts appliqués que nous avons sauvés de justesse en 2018, lors de la réforme Blanquer. Mais, plus de stages, c'est aussi une perte assurée en compétences métiers pour les jeunes. Nos élèves apprennent l'ensemble des savoirs professionnels indispensables pour une entrée durable dans l'emploi. En stage, ils travaillent et, très souvent, sur des tâches subalternes réduites à la simple reproduction de gestes techniques ; comme c'était le cas dans un passé

très lointain quand seul le modèle patronal existait : l'apprentissage.

Le ministère propose aussi la fermeture des filières tertiaires pour les remplacer en grande partie par des filières du nettoyage, de l'aide à domicile... Ils instrumentalisent l'orientation et les parcours scolaires des jeunes sortant de collège les plus fragiles économiquement pour restreindre leur avenir aux secteurs d'activité en tension aujourd'hui désertés par les actifs du fait des conditions salariales et de travail déplorables. Ce qui constitue un véritable scandale scolaire et social !

Cette réforme est à l'opposé de ce que portent le Snuep-FSU et la FSU, ce qui explique d'ailleurs l'implication de tous les syndicats de notre fédération dans cette lutte. Loin de cette vision étriquée, libérale et utilitariste des lycées professionnels, nous défendons un modèle émancipateur et ambitieux de la formation professionnelle initiale, ancré sur des diplômes nationaux, garant de la qualification de l'emploi et de la reconnaissance des métiers. La place d'un jeune, quelles que soient ses origines sociales, est à l'école, pas au travail. Nos lycées professionnels forment à des métiers et nous refusons que ces derniers se transforment en centres de formatage à l'emploi. À l'inverse, ils ont besoin d'être renforcés, notamment par une augmentation des parcours et des temps disciplinaires, en confortant le cadre national des formations et des diplômes, en recrutant des enseignant-es et des équipes pluri-

disciplinaires complètes et, bien sûr, en revalorisant les métiers et les salaires de tous les personnels. Renforcer les lycées professionnels est une urgence sociale.

### Il faut mettre la formation et non les besoins du patronat au cœur des programmes.

### Le gouvernement organise le séparatisme entre les jeunes lycéennes.



JULIEN JAULIN

**LÉON DEFFONTAINES**  
Secrétaire général  
du Mouvement des  
jeunes communistes  
de France



LARIÈNE ABB

**SIGRID GÉRARDIN**  
Cosecraire  
générale  
du Snuep-FSU

